

# LUNDI 2 MARS 2015

« Voir » *la fin de la civilisation industrielle.*

- = Crise de l'énergie: Tournant de l'humanité p.1
- = Energies et Economie: Revue Mondiale Février 2015 p.8
- = Un « bail-in » de 7.6 milliards d'euros pour la Bad Bank Autrichienne p.19
- = L'argent ne fait pas tout (Bill Bonner) p.20
- = Inflation, déflation... et vous, là dedans ? p.23
- = La Grèce fait encore parler d'elle p.25
- = « Actif tangible : faut-il acheter de l'immobilier ? » (Charles Sannat) p.26
- = GRÈCE : LA BRÈCHE RESTE OUVERTE ! (François Leclerc) p.33
- = Dettes publiques : Ich bin ein Berliner ! (Bruno Colmant) p.34
- = Une déflation européenne jusqu'en 2019 ? (Bruno Colmant) p.35
- = Combattre la déflation technologique p.36
- = Mais qui donc soutient l'Euro? (Chales Gave) p.37
- = Manipulation du cours de l'or et banques sous surveillance (Charles sannat) p.42
- = L'exceptionnalisme socialiste p.44
- = ÉCONOMIE MONDIALE DEBOUSSOLÉE p.45
- = La Norvège prépare l'après-pétrole p.50



## Crise de l'énergie: Tournant de l'humanité

*Par Rudo de Ruijter, Chercheur indépendant, Pays-Bas Mis à jour 2 janvier 2009*

[Archives du web]

*Après plus de 150 ans de disponibilité croissante d'énergie et une croissance explosive de la population mondiale, nous entrons maintenant dans une ère de disponibilité d'énergie décroissante. **La population mondiale diminuera.** [Si la disponibilité du pétrole décroît de façon exponentielle, la population aussi décroîtra de façon exponentielle.] Pour cette nouvelle ère, de nouveaux principes économiques seront nécessaires pour maintenir la prospérité. Un de ceux-ci est une réforme bancaire, que les représentants du peuple pourront adopter s'ils le souhaitent.*

De janvier 2007 jusqu'à juillet 2008 le prix du pétrole a augmenté explosivement. Cette fois-ci il ne s'agissait pas d'une action de l'OPEP (comme dans les années 70), la menace d'une guerre ou d'un hiver froid. Les augmentations étaient le résultat d'un tournant dans l'approvisionnement de pétrole. **La demande ne cessait de croître, tandis que l'extraction de pétrole a atteint son sommet. Et, comme les pays producteurs utilisent de plus en plus de pétrole pour eux-mêmes, moins de pétrole arrive sur les marchés d'exportation.**

Après juillet 2008, dû à la récession mondiale, la demande est tombée sous l'offre, résultant en une chute rapide des prix du pétrole. [1] C'est un apaisement pour tous ceux qui dépendent lourdement du pétrole. Cependant, il faut rester conscient que malgré cette baisse de prix, l'ère de la disponibilité toujours croissante de pétrole est bel et bien derrière nous.

Ceux qui comptent sur des sources d'énergie de remplacement ont tort. Le gaz naturel, le charbon, le nucléaire, l'hydro-énergie, le vent et le solaire ne pourront compenser les déficits de pétrole. La population mondiale devra faire avec moins d'énergie.

La composition actuelle de l'énergie consiste de 36% de pétrole, 24% de gaz, 28% de charbon, 6% de nucléaire, 6% d'hydro-énergie et 1% d'énergie renouvelable comme vent et soleil.

Le chercheur Canadien Paul Chefurka a fait une analyse et une prévision pour chaque source d'énergie. Voyez l'illustration à gauche et ci-dessous. [Pour des explication et détails, veuillez lire son article World Energy and Population [2]

[http://www.courtfool.info/fr\\_Energie\\_et\\_population\\_mondiales.htm](http://www.courtfool.info/fr_Energie_et_population_mondiales.htm)

La plupart des grands champs de pétrole sont maintenant "vides" ou en voie de ralentissement (Peak-oil.). Pour l'extraction des champs plus petits restants beaucoup plus d'investissements sont nécessaires et la vitesse d'extraction est plus faible. La production déclinante ne pourra être compensée que partiellement par d'autres sources d'énergie.

Le sommet pour l'extraction de gaz est attendu dans peu de temps. Le charbon le plus riche (l'anthracite) est pratiquement épuisé. Le charbon qui reste est moins riche en énergie et a des coûts d'extraction plus élevés. Le charbon a une forte émanation de CO<sub>2</sub>. Les solutions pour ce problème sont encore au stade expérimental. La capacité de centrales nucléaires existantes et prévues est loin de suffire pour compenser le déficit d'énergie. Un rattrapage rapide n'est pas probable. Pour l'hydro-énergie les endroits les plus favorables sont déjà pris et, ici aussi, il n'y a pas de multiplication de capacité à attendre. Les énergies renouvelables, comme vent et soleil, ne représentent – dans la totalité de l'énergie consommée encore quasiment rien. Malgré des développements plein d'espoir, sa part sera insignifiante encore pendant longtemps. [2]

## **La population mondiale**

La croissance explosive de la population mondiale a été possible grâce à la consommation - pour une seule fois - de l'énergie fossile. Maintenant nous avons atteint le sommet de l'extraction de l'énergie. L'extraction du reste demande plus de frais et efforts pour un rendement plus faible.

La disponibilité décroissante mènera logiquement à une population mondiale décroissante.

## **Grandes différences par pays**

La population consomme en moyenne 1,8 TEP (Tonnes Equivalent de Pétrole.) par personne par année. La consommation de l'énergie varie beaucoup d'un pays à l'autre. Les 2,8 milliards de gens en Chine, Indes, Pakistan et Bangladesh consomment 0,8 TEP par personne par an. Aux États-Unis cela est 8 TEP par personne par an.

Si nous jetons un regard sur la dépendance d'importation d'énergie, nous remarquons que, calculé par habitant, les pays de l'Europe de l'Ouest, le Japon et les États-Unis importent plus de 2 TEP par an (chiffres 2005).

Quand il y a des déficits sur les marchés d'exportation d'énergie, ces pays sont les premiers à se trouver en difficulté. Dans cette situation, les États-Unis ont l'avantage que la plupart de l'énergie est toujours vendue en dollars. Financièrement ils peuvent en disposer librement (par inflation et croissance de la dette extérieure.) [4]

Le rôle des autres pays importateurs d'énergie est double. Par leur demande de dollars ils aident à soutenir le cours du dollar (et avec cela l'empire des États-Unis.) D'un autre côté, ils sont le plus souvent aussi des alliés militaires des États-Unis et profitent de la soumission de l'Irak [4] et de l'occupation de l'Afghanistan. [5]

## **Les produits du pétrole**

La crise de pétrole actuelle nous montre clairement que les différentes formes d'énergie sont difficilement interchangeables. Le pétrole est transformé en diesel et fuel (70%), essence (13%), bitume, lubrifiant, kérosène, butane, liquid petrole gas (LPG), naphtha, benzène et toluène.

De ceux-ci, naphtha, benzène et toluène sont les matières premières pour des produits chimiques, plastiques, fibres et caoutchoucs synthétiques. Les

produits chimiques se trouvent dans les nettoyants, médicaments, antigel, peintures, insecticides, fertilisants, savon et explosives. Les plastiques sont utilisés dans des sacs, caisses à bière, valises, poubelles, tableaux de bord, canalisations, gouttières, tuyaux, revêtements de sol et polystyrène. Les fibres et caoutchoucs synthétiques sont transformés en textile, silicones et pneus. [6] Tous ces produits ont leur place dans notre vie quotidienne et la plupart d'entre-eux ne pourront pas simplement être remplacés par d'autres.

### **Transport et cohésion**

Partout dans le monde la disponibilité massive de diesel et essence a grandement déterminé l'organisation et la cohésion de nos sociétés. Des distances à couvrir, considérées normales jusqu'ici, deviendront très coûteuses, en particulier dans l'approvisionnement de nourriture, les va-et-vient entre domicile et travail, le commerce et l'industrie. Dans la vie sociale aussi, les distances courtes seront de plus en plus importantes.

### **Nourriture et énergie**

L'agriculture moderne à haute-productivité avale beaucoup d'énergie. Aux États-Unis la production d'une unité d'énergie dans la nourriture demande 1,56 unités d'énergie fossile. Quand nous comptons également le transport, la transformation, l'emballage, la distribution, la conservation et la préparation, une unité d'énergie dans la nourriture demande 7,36 unités d'énergie fossile. [7] La plus grande menace pour l'agriculture intensive en 2008 était le doublement du prix des fertilisants, causé par la crise de pétrole. [8] Les produits de l'agriculture à haute productivité deviendront trop chers pour une grande partie de la population mondiale. La plus grande économie d'énergie peut être obtenue en choisissant de la nourriture produite selon les méthodes anciennes venant des fermes des environs.

### **Continuer c'est la guerre**

Avec la dimension actuelle de la population mondiale, il est quasiment certain qu'il n'y aura pas assez de nourriture et d'énergie pour les 75 ans à venir. Si la population ne diminue pas radicalement et l'ambition de croissance économique n'est pas bannie, de plus en plus de nos enfants seront envoyés à la guerre pour obtenir plus d'énergie et de nourriture. (Bien entendu ces guerres seront camouflées comme des opérations de paix, de

l'aide au développement, des démocratisations ou tout ce que les chefs de pays industrialisés sauront inventer encore pour éviter le sale goût de meurtre et de vol à leur peuple.)

### **Modèle de croissance**

La disponibilité toujours croissante d'énergie n'a pas seulement permis une croissance explosive de la population mondiale, mais est venue aussi avec des modèles économiques, qui fonctionnent selon le principe de la croissance économique sans fin. Ils sous-entendent une disponibilité toujours plus grande de matières premières, d'énergie, de force de travail et de consommateurs.

Ces modèles dominent la pensée de la politique et de l'économie dans la plupart des pays du monde. Le moteur dans ces modèles est le système d'argent, qui, par une inflation permanente, oblige à de plus en plus d'activité pour éviter l'appauvrissement. [3]

Bien que la diminution de l'énergie disponible ait déjà commencé sur les marchés d'exportation, nous n'avons toujours pas de solution pour notre économie, exceptée la guerre. Pour le moment il y a un manque de conscience, de connaissance et de compréhension.

### **Modèle de décroissance**

Pendant notre vie nous n'avons pas connu autre chose que le modèle de croissance. Il a cours presque partout dans le monde. C'est pour cela que nous ne nous rendons pas suffisamment compte que ce n'est qu'un modèle économique. Il n'est valable que dans la situation d'une croissance permanente de matières premières, énergie, force de travail et consommateurs.

Quand l'économie doit fonctionner avec toujours moins d'énergie, nous avons besoin d'un modèle économique différent.

Dans le modèle de décroissance il y a une production déclinante et une consommation en baisse, causées par la diminution de l'énergie. Quand il y a moins d'énergie disponible que celle nécessaire pour une grande population, nous devons, logiquement, aspirer à une population plus petite. Si nous commençons cette diminution assez tôt, alors, calculé par habitant, la prospérité peut-être maintenue à un niveau élevée. (Quand la population est trop grande, ce sera la guerre et la crise économique.)

## **Réforme bancaire**

Dans le système actuel, de l'argent nouveau est créé chaque fois que des prêts sont accordés. Pour toutes les banques commerciales ensemble il n'y a pas une seule limite dans la création d'argent débridée. Tout au plus, elle peut être légèrement stimulée ou freinée par le taux d'intérêt de la banque centrale. Les banques centrales elles-mêmes profitent de l'inflation et de taux changeants dans le temps, qui leur permettent d'avoir un revenu venant des opérations monétaires, qui leur garantit leur indépendance. [3]

Ce système d'inflation permanente doit être remplacé. La création d'argent doit être limitée à la banque centrale. Les banques d'aujourd'hui deviendraient des intermédiaires, qui remettent les prêts à leurs clients. Pour ces clients rien ne change. Leurs comptes bancaires continuent à fonctionner de la même façon qu'aujourd'hui.

En ôtant la permission de créer de l'argent des banques commerciales et en mettant ce privilège exclusivement entre les mains de la banque centrale, cette dernière peut immédiatement stopper l'inflation.

Ensuite, la banque centrale dosera soigneusement la quantité d'argent en circulation pour prévenir toute dévaluation de l'unité d'argent.

En accord avec le gouvernement des taux d'intérêt différents peuvent être utilisés pour des catégories différentes de prêts. Ainsi, par exemple, des investissements à long terme pour une société durable pourront être financés avec priorité, ou, à l'inverse, des investissements non-désirés pourront être découragés. De cette façon, le modèle de décroissance, dans une situation de population décroissante, pourra maintenir la prospérité.

Notons que dans les pays où il y a encore une disponibilité d'énergie croissante, la réforme présentée ci-dessus offre également une meilleure structure pour une prospérité durable. Par la différenciation des taux d'intérêt les investissements pour un avenir durable pourront être financés et, pareillement, des investissements pourront être stimulés ou découragés par secteur. En outre, les excès de création monétaire pourront être stoppés immédiatement et empêchés à l'avenir.

Il n'y a pas d'obligation d'appliquer cette réforme simultanément dans plusieurs ou tous les pays. Probablement, dans beaucoup de pays les banques centrales ont suffisamment de pouvoir légal pour implémenter une telle réforme de façon indépendante. Dans d'autres pays il sera nécessaire de faire quelques changements dans les lois.

## **Membres du Parlement**

Pendant le siècle dernier quelques banques centrales ont bâti une réputation douteuse comme régulateur de l'économie. Et quelques banques hantent toujours les idées néo-conservatives de Friedman. C'est pour cela qu'il n'est pas certain du tout, que toutes les banques centrales veuillent implémenter des réformes pareilles.

Dans la plupart de pays leur pouvoir est basé sur quelques articles de loi. Ces articles règlent leurs privilèges. Si les gouvernements veulent, ils peuvent abolir ces articles et mettre la création d'argent entre les mains de l'état. (Les opposants diront, que l'état en fera du tout et n'importe quoi. Je pense, que la crise financière prouve amplement que c'est justement les banques commerciales qui font du tout et n'importe quoi.)

*Juillet 2008, mis à jour 2 janvier 2009*

## **NOTES :**

[1] World Oil Prices 1998 - 2008

[http://www.courtfool.info/USD\\_World\\_Oil\\_Prices\\_1998\\_2008.htm](http://www.courtfool.info/USD_World_Oil_Prices_1998_2008.htm)

[2] Paul Chefurka, World Energy and Population

[http://www.courtfool.info/nl\\_Wereldbevolking\\_en\\_energie.htm](http://www.courtfool.info/nl_Wereldbevolking_en_energie.htm)

<http://www.paulchefurka.ca/WEAP/WEAP.html>

[3] Secrets d'argent, intérêts et inflation

[http://www.courtfool.info/fr\\_Secrets\\_d\\_argent\\_interets\\_et\\_inflation.htm](http://www.courtfool.info/fr_Secrets_d_argent_interets_et_inflation.htm)

[4] Coûts, méfaits et dangers du dollar

[http://www.courtfool.info/fr\\_Couts\\_mefaits\\_dangers\\_du\\_dollar.htm](http://www.courtfool.info/fr_Couts_mefaits_dangers_du_dollar.htm)

[5] Pipelines vers le 11 septembre

[http://www.courtfool.info/fr\\_Pipelines\\_vers\\_le\\_11\\_septembre.htm](http://www.courtfool.info/fr_Pipelines_vers_le_11_septembre.htm)

[6] Oil-products

<http://proto4.thinkquest.nl/~lld581/index.php?id=14>

[7] Fact sheets US Food System

[http://css.snre.umich.edu/css\\_doc/CSS01-06.pdf](http://css.snre.umich.edu/css_doc/CSS01-06.pdf)

[8] New threat to food system: pricey fertilizer

[http://www.reuters.com/article/homepageCrisis/idUSN20324889.\\_CH\\_.2400](http://www.reuters.com/article/homepageCrisis/idUSN20324889._CH_.2400)

*Juillet 2008*

*L'auteur peut être contacté via [www.courtfool.info](http://www.courtfool.info).*

*Si vous voulez, vous pouvez copier cet article, l'envoyer à des intéressés ou le publier dans des journaux ou sur l'internet.*

## **[Energies et Economie: Revue Mondiale Février 2015](#)**

**[Laurent Horvath, 2000watts.org, Dimanche, 01 Mars 2015 07:43](http://www.2000watts.org)**

Dans cette édition de l'inventaire mondial des Energies, vous



trouvez:

- Kate n'ira pas irradier Fukushima de sa présence. William sera là
- Russie-Ukraine: Vers une nouvelle coupure de gaz?
- USA: Blackstone, Goldman Sachs bénéficiaires du crash pétrolier
- USA: Les forages de schiste à la baisse
- France: Les ménages doivent 1'780 euros à Areva et EDF
- Brésil: pas facile de payer les Jeux Olympiques sans pétrole
- Arabie Saoudite: 32 milliards \$ de cadeaux par le nouveau Roi

Le jeu des montagnes russes continue avec le pétrole: à New York il fait un yoyo mais termine le mois à 49.76\$ (48.24 \$ fin janvier) et à Londres, comme l'équipe cycliste Astana, il se dope et grimpe à 62.58\$ (52.99\$ fin janvier).

Encéphalogramme plat pour l'uranium: 38,75\$ en cette fin de février (36.75\$ fin janvier).

## **Monde**

Il y a peu de consensus dans la direction que vont prendre les prix du pétrole dans les mois à venir : 20 ou 100\$, être ou ne pas être. La casse parmi les exploitants se fait sentir et le nombre de forages diminue mais pas assez pour revenir en mode j'achète.

## **Europe**

L'Europe pourrait accepter le bannissement d'importations de pétrole bitumineux du Canada. Ce pétrole qui vient de l'Alberta produit d'énormes quantités de CO2.

## **France**

Du côté d'Areva on croise les doigts pour que la perte 2014 ne se monte qu'à 4,9 milliards d'euros. Déjà qu'en 2013, 500 millions étaient partis aux fraises et que 7 milliards d'actifs ont été vendus pour que le bilan ne soit pas trop moche.

Avec une capitalisation boursière de 3,7 milliards d'euros, une entreprise normale aurait mis les clés sous la porte.

Heureusement que l'Etat français contrôle 87 % du capital et que les français ne sont pas trop regardant sur l'utilisation de leurs impôts. Avec EDF, la dette



cumulée s'élève à 49 milliards d'euros soit 1'780 euros par foyer. Le nucléaire devient un sujet explosif.



## Roumanie

Après ExxonMobil, le français Total, l'italien ENI, c'est au tour de l'américain Chevron de jeter l'éponge pour l'exploitation des hydrocarbures de schiste dans le territoire. Suite à l'opposition virulente et farouche des paysans roumains et un investissement de 350 millions \$ infructueux, les américains ont déposé les armes. Chevron quitte l'Europe de schiste après avoir laissé des plumes en Pologne, en Ukraine et en Lituanie.

## Angleterre

BP n'est plus l'ombre d'elle-même. Suite à la marée noire du Golfe du Mexique, l'entreprise a vendu la moitié de ses pipelines, 35% de ses forages et 12% de ses réserves pétrolières. L'Américain ExxonMobil pourrait facilement ingurgiter son ancien rival. Est-ce pour bientôt ?

Un juge américain a refusé de diminuer les amendes civiles pour la marée noire du Golfe du Mexique en 2011. De sa poche, 13,7 milliards \$ vont devoir sortir pour dédommager les habitants des côtes américaines.

## Suisse

Transocean, l'opérateur américain de plates-formes pétrolières, basé pour des raisons fiscales à Zoug, a enregistré une perte nette de 1,9 milliard de dollars en 2014, contre un bénéfice de 1,4 milliard en 2013.



Dessin. Chapatte

## Hollande

Royal Shell, Exxon Mobil et le gouvernement ont ignoré les dangers posés par les nombreux tremblements de terre suite à l'exploitation du gaz sur le territoire et notamment dans le réservoir Groningen. Le ministre de l'Economie, Henk Kamp désire réduire l'exploitation de ce champ pour autant que sa main ne tremble pas le jour de la signature du décret.

## Russie

Pour la première fois, Gazprom Neft a expédié du pétrole depuis le cercle arctique dans la péninsule de Yamal. Les 117'280 barils de pétrole ont traversé sous l'escorte d'un brise-glace et les eaux immaculées (pour l'instant) de cette partie du monde.

Le rouble s'échange à 61 contre le dollar.

Un petit record de température à Moscou : 6 degrés le 24 février. Du jamais vu depuis 150 ans et une douce douceur qui se promène en Russie durant ce mois de février alors que les USA regarde leurs thermomètres plonger sous les zéro degrés. Est-ce les prémices d'une guerre froide ou chaude?

## **Ukraine**

L'entreprise nationale Naftogaz n'a toujours pas payé ses factures au russe Gazprom et a également stoppé ses livraisons à Doneskt et Lougansk. Un cocktail idéal pour revisiter le bras de fer bien connu avec son voisin\*. Le réveil sonnera le 2 mars avec une rencontre avec l'Europe. (\*pays connu de la rédaction)

L'UE achète annuellement 125 milliards m<sup>3</sup> à la Russie, dont la moitié (soit 15 % du gaz consommé par les Vingt-Huit) passe par l'Ukraine.

La Russie va livrer du gaz dans les territoires ukrainiens de l'Est. Tiens, ça tombe bien.

Les importations de gaz russe comptent pour le 58% de la consommation du pays et essentiellement comme chauffage pour les habitations.

L'Ukraine aurait besoin de 40 milliards euro. C'est le FMI qui va sortir 17 milliards et une dizaine vont provenir via les impôts des européens.



Exploitants de gaz de schiste  
L'optimiste: Si nous regardons ce verre, il est à moitié propre

## Les Amériques

### USA

Les américains ne savent plus où stocker leur pétrole de schiste surtout que leurs raffineries n'apprécient pas vraiment cette qualité de condensé. Alors que les prix continuent de s'effondrer aux USA, le marché est en train de s'équilibrer dans le reste du monde.

On commence à y voir un peu plus clair sur les petits malins qui ont fait chuté les cours. Icahn a subi une perte de 290 millions \$ au travers de son investissement dans Talisman Energy, tout comme le fonds spéculatif de John Paulson, n'a également pas vu venir le train. Eux n'avaient PAS reçu l'information.

Par contre Point State Capital a affiché un retour sur investissement de 27% après avoir misé sur une baisse du baril, tout comme Merchant Commodity Fund (+53%).

De plus Goldman Sachs, Appollo Global Management, Energy Credit Opportunity ont créé des fonds pour parier sur la hausse prochaine des cours du pétrole. Blackstone recherche 4 milliards \$ et va les trouver. Son CEO

Stephen Schwarzman a déclaré « *le secteur de l'énergie est l'une des meilleures opportunités que nous ayons depuis des années* ». Le ticket d'entrée est à 500'000\$ pour les 12 prochains mois.

Les traders ont découvert un nouveau jouet : compter les derricks et les forages afin de prévoir la fin de la chute des cours. C'est dire si personne ne sait où nous allons et combien nos amis traders sont désespérés à moins de bosser avec ceux qui savent comme Goldman Sachs, Blackstone, CitiGroup, HSBC.

EOG Resources et Apache Corp. coupent à la hache dans leurs investissements : 40% en moins. Les deux importants exploitants de schiste vont tenter de garder le même niveau de production qu'en 2014. On dirait que l'industrie coupe plus rapidement que prévu les robinets, signe que les exploitants sont à la peine.

Pour la St-Valentin, une campagne «[divestment](#)» diminuer les investissements dans les énergies fossiles comme le pétrole, le gaz, le charbon ou l'uranium (#Divest). Débuté en 2011 dans les universités américaines, l'idée s'est étendue à travers le monde et de plus en plus d'investisseurs se retirent du pétrole ou du charbon. Visiblement elle a fait mouche.

L'image des énergies fossiles est de plus en plus terne. Ainsi pour contrer cette mauvaise perception, le lobby du pétrole a fait appel à l'agence Berman & Company, Washington, qui a intelligemment nommé son action : [Environmental Policy Alliance](#) afin de lutter contre l'efficacité énergétique, la réduction de consommation d'énergie et l'environnement. L'Alliance a lancé un clip qui débute par une histoire d'amour avec le pétrole et se termine au Moyen-Age à cause des méchants. L'agence aurait bien aimé ajouter les mots Russie et communistes, mais ils n'ont certainement pas eu le temps. Dommage ça aurait pu être encore plus drôle.

[Dim lights](#) Vidéo en anglais

Goldman Sachs, qui avait annoncé la chute des prix en juin 2014 déjà, pense que les USA vont continuer à augmenter leur production d'huile de schiste

d'ici à décembre. Est-ce une tentative de la banque de redonner l'espoir et de refiler des actions pourries à des pigeons? Ce n'est pas très éthique, mais quand on est too big to fail, au diable l'éthique.

Les forages négatifs de Chevron Corp représentent le 30% des essais en 2014. Le taux d'échec en 2013 n'était que de 18% d'où l'impression qu'il est de plus en plus difficile de trouver de nouveaux gisements.

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) a trouvé le moyen de dissimuler un logiciel espion dans les disques durs de Western Digital, Seagate, Toshiba et d'autres fabricants. Les pays les plus concernés sont l'Iran, la Russie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Chine, le Mali, la Syrie, le Yémen et l'Algérie. L'espionnage aurait pour cible entre autre des sociétés de télécommunication, des banques, des entreprises du secteur de l'énergie, des chercheurs en nucléaire. Ce système est étroitement lié au virus [Stuxnet](#), Big brother is very much watching you !



Nous allons enquêter sur les manipulations des cours du pétrole

Après avoir coupé 20% de son budget d'investissement, Marathon Oil Corp, va à nouveau ratiboiser 20% dans son budget. A ce rythme, il ne va rester que le bonus du CEO. Certainement une proie future pour les majors pétrolières qui désirent s'installer dans les huiles de schiste.



Le président Obama, qui n'en n'a pas piqué une depuis 2008, se réveille. Il vient de s'opposer au pipeline Keystone XXL qui livrerait le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta canadien vers les USA. Ca fait plaisir de voir autant de brassage d'air avant son départ et d'imaginer que son successeur va prendre les décisions inverses à son arrivée.



## Canada

Le gouvernement va mettre des sous dans une tirelire pour payer les prochains déraillements de convois pétroliers sur rail. Il est vrai que les déraillements deviennent une habitude dans le pays.

## Brésil

Alors que le prix du baril a chuté de 60%, Pétroleo Brasileiro a maintenu les prix du carburant dans ses stations d'essence. L'entreprise nationale, noyée sous les accusations de corruption, tente de trouver du cash pour survivre.

Le rating de l'entreprise nationale pétrolière Petrobras est passé à junk (pourri). On se demande comment le pays va payer ses jeux olympiques en 2016. A l'époque, les nouveaux champs pétroliers devaient couvrir les investissements des stades et autres frivolités demandées par l'Olympisme.

## Venezuela

Les finances du pays sont fortement mises à mal avec le crash pétrolier et la population est en train de défier le gouvernement. Tant qu'à faire, le Président Nicolas Maduro a arrêté le chef de file de l'opposition, le maire de la ville de Caracas. On n'est jamais trop prudent.

## Mexique

Il n'y a pas que le Venezuela qui tire la langue, le Mexique également. Pemex, la compagnie nationale de pétrole, va réduire son budget d'investissement de 4 milliards \$ (-11,5%). Le gouvernement ne dit pas si cette réduction touche les petites enveloppes généralement livrées aux instances politiques, mais cette partie d'investissements est généralement épargnée.

Sur les 36,6 milliards de budget, 24,6 iront aux investissements. Pour que la compagnie soit rentable, un baril à 79\$ est nécessaire.



## Asie

### Chine

Le gouvernement autorise l'exportation de 20% de produits pétroliers raffinés (essence). Pékin autorise uniquement l'exportation de surplus de carburant. Comme le pays a inauguré de nouvelles raffineries, c'est un nouveau



business qui s'ouvre au grand malheur des raffineurs européens.

Pékin analyse la possibilité de regrouper ses géants pétroliers capable de concurrencer ExxonMobil en personne. L'opération permettra de diminuer les coûts (licenciements) avec des synergies.

La ville de Pékin double les quotas pour les véhicules électriques. Pour éviter, un engorgement de ses routes, le gouvernement a limité le nombre de nouvelles immatriculations via une loterie: 24'000 voitures à moteur ainsi que 20 voitures électriques. Les heureux gagnants de la loterie auront le droit d'acquérir une voiture durant 2015. Cependant seuls 2'139 participants ont demandé une option pour une voiture électrique. Ainsi 100% des participants électriques ont gagné!

Le PIB de la Chine est prévu à 6,5% pour l'année 2015 ce qui va soulager les importations de pétrole.

## **Japon**

Un nouvel épisode dans les fuites d'eau de la centrale nucléaire de Fukushima. A nouveau 300 tonnes d'eau hautement radioactive qui ont été balancée dans le Pacifique. D'ailleurs certains se demandent pourquoi toute l'eau radioactive utilisée pour refroidir les réacteurs 1, 2 3 en fusion, ne serait tout simplement pas expédiée dans le Pacifique. Cela permettrait de faire de plus belles photos de la centrale débarrassée de toutes ces cuves et des étoiles de mer qui brillent dans la nuit, c'est sympa.

Le Premier Ministre Abe a trouvé un allié de choix afin de promouvoir la qualité de vie irréprochable à Fukushima et les fruits succulents de la région. Avec le Prince William, les deux compères vont se balader dans la région, en évitant les villes fantômes, et jouer avec des enfants pour des photos «trop mignon». Kate ne sera pas de la partie. Il est vrai qu'il y a déjà pas mal de choses qui sont rayonnantes dans la région, pas la peine d'en rajouter.



## **Pakistan**

Le Pakistan est en pourparlers avec le Qatar pour importer du gaz naturel. Le pays souffre d'une pénurie chronique d'énergie. L'accord porterait sur des fournitures de gaz d'une valeur de 1,5 milliard de dollars annuellement. Islamabad fait face à une pénurie d'énergie aiguë depuis 2006, engendrée tout à la fois par la fixation par le gouvernement de prix de l'électricité bas et le fait que peu d'usagers payent leurs factures.

Le pays a souffert d'une pénurie de pétrole le mois dernier lorsque la compagnie nationale a dû réduire ses importations de pétrole, les banques ne lui faisant plus crédit.

Le gouvernement a longtemps compté sur ses champs de gaz qui se sont taris ces dernières années. Si l'accord avec le Qatar voit le jour, ce sera la première fois que le Pakistan importera du gaz.

## **Moyen-Orient**

### **Arabie Saoudite**

Le royaume produit 9,7 millions b/j et en exporte 6,9. La différence est consommée à l'interne par les voitures, la climatisation, le dessalement de l'eau et l'exploitation pétrolière.

Saudi Aramco, le compagnie pétrolière nationale, cherche à diversifier ses

revenus avec le raffinage de pétrolier et la fabrication de produits chimiques. Ainsi avec la joint-venture de Dow Chemical, l'usine chimique de Sadara Chemical Co, devisé à 20 milliards \$, va produire de l'éthylène et du polyéthylène.

Pour son intronisation, le nouveau monarque le Roi Salman prévoit de distribuer 32 milliards \$ à ses sujets de souche comme dirait Hollande. Le taux de popularité du roi Salman touche des sommets.

## Afrique

### Ouganda

C'est le russe Rostec, dont le PDG est soumis aux sanctions occidentales, qui a gagné le droit de construire une raffinerie pour la modique somme de 4 milliards \$. Cette décision de choisir Rostec cimenter les liens grandissants entre les deux pays.

## Un « bail-in » de 7.6 milliards d'euros pour la Bad Bank Autrichienne

Mish , Global Economic Analysis

Publié le 02 mars 2015

**[N'oubliez pas que de nouvelles lois bancaires (dont le bail-in) ont été adoptés par tous les pays du G20 en 2013.]**

Le concept même que l'on puisse prendre les "mauvais" actifs d'une banque et les mettre, pour circonscrire le danger, dans une "bad bank" est parfaitement ridicule. Nous voyons aujourd'hui un autre échec de cette construction.

Reuters rapporte que l'Autriche impose un moratoire sur la dette de sa "Mauvaise banque" Heta

"L'autorité des marchés financiers Autrichienne a agi Dimanche et a imposé un moratoire sur le paiement des dettes engagées par la "Bad Bank" Heta, une structure créée l'année dernière sur les dépouilles de la banque Hypo Alpe Adria.

Cette action, autorisée par une nouvelle législation qui donne aux contrôleurs du système bancaire plus de pouvoirs pour intervenir, fait suite à un audit du bilan de Heta qui a fait apparaître un trou de 7,6 milliards d'euros (8,51 milliards de dollars) que le gouvernement n'était pas prêt à assumer, selon l'autorité des marchés financiers.

Le moratoire sur le paiement du capital et des intérêts est effectif jusqu'au 31 Mai 2016, ce qui donnera le temps à l'AMA de préparer un plan permettant un traitement égal de tous les créiteurs, selon un communiqué de presse publié par l'AMA sur son site web.

Plus de 9 milliards d'euros de dette sont affectés par cette mesure, y compris des notes senior venant à échéance le 6 Mars (450 millions) et le 20 mars (500 millions).

Le ministère des finances a fait remarquer que les créiteurs de la banque pouvaient être forcés à contribuer aux coûts de la fermeture de Heta, ou "bailed-in" selon la terminologie habituelle, et ce du fait de la nouvelle réglementation européenne que l'Autriche a adopté de manière à ce que les contribuables n'aient pas à financer l'intégralité du sauvetage.

### **Pas insolvable ?**

De manière parfaitement absurde, le ministre des finances a ajouté que "Heta n'était pas insolvable".

En résumé, Heta est en cessation de paiements, il y a un nouveau trou de 7.6 milliards d'euros, un bail-in est nécessaire, les contribuables n'ont pas à financer l'intégralité du sauvetage, mais la banque n'est pas insolvable ?

*Mike "Mish" Shedlock*

<http://globaleconomicanalysis.blogspot.com>

## **L'argent ne fait pas tout**

02 mar 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

- Nous avons passé toute la journée d'hier à venir ici. "Ici" — où donc ?

Dans la province de Salta, en Argentine. C'est en altitude. C'est aride. C'est montagneux. C'est au bout d'une longue vallée avec le Nevada de Cachi, coiffé de neige, au nord, et le géant Remate de l'autre côté. Il est quasiment impossible d'arriver ici si l'on ne sait pas où l'on va. Par endroits, la route se transforme en piste, sans panneaux pour vous guider. A d'autres, on risque de s'enliser dans le sable... ou dans une rivière, selon la météo.

Lorsqu'on atteint Molinos, on quitte la grand'route (un chemin de gravier) pour prendre une piste de terre plus sommaire. On traverse la rivière (qui était à sec) et on prend vers le sud-ouest en direction du Remate, au loin. Tant que nous pouvons voir le Remate, nous savons que nous allons dans la bonne direction parce que notre ferme se situe à ses pieds, le ranch s'étendant tout autour.

L'endroit est magnifique à cette époque de l'année. La "saison des pluies" est largement imaginaire par ici. Tout de même, ces derniers mois, nous avons enregistré des pluies moyennes — une petite vingtaine de centimètres. Mais ils sont tous tombés dans les dernières semaines, de sorte que les collines sont couvertes de fleurs... de la sauge, des cactus, des fleurs jaunes, des fleurs rouges, des fleurs qui embaument, des buissons... Tout ce qui n'est pas jaune, rouge ou bleu est vert. Et les bêtes broutent aussi vite qu'elles le peuvent — afin d'emmagasiner autant de calories que possible avant que tout ne s'assèche.

Nous vous reparlerons de la vie au ranch dans les mois qui viennent.

#### ▪ **La vulnérabilité, une question toute relative...**

La semaine dernière, le *Buenos Aires Herald* rapportait que quelque 200 millions de personnes en Amérique Latine ont entre quatre et dix dollars par jour pour vivre.

Ces gens sont "vulnérables", déclare une officielle des Nations Unies. Elle aurait pu décrire la moitié des habitants de cette vallée.

Ou plutôt, elle aurait pu les décrire si elle avait eu la moindre idée de ce dont elle parlait. Avant que le gouvernement n'entame son dernier programme d'aide, les gens du coin n'avait quasiment aucun argent. Ils vivaient de ce qu'ils produisaient de la terre — du maïs, des oignons, des pommes de terres, du quinoa, des haricots — et des animaux qu'ils élevaient — des bœufs, des agneaux, des lamas, des chèvres, du fromage. Ils tissaient les poils de lamas

pour en faire des couvertures et des ponchos. Ils échangeaient les veaux et les chèvres contre des chaussures et des chapeaux.

Pour autant que nous puissions en juger, ils vivaient décentement — voire avec une certaine élégance rustique. Et nombre d’entre eux deviennent nonagénaires sans jamais voir ni docteur ni psychiatre.

*Ils dépendent désormais du gouvernement comme ils dépendaient autrefois de la pluie*

Mais maintenant que l’argent vient des autorités argentines, la vie change rapidement. Les jeunes du coin regardent la télévision (en utilisant des panneaux solaires également fournis par le gouvernement) et vont en ville au lieu de tisser

leurs couvertures ou de planter leurs antiques variétés de maïs. Ils dépendent désormais du gouvernement comme ils dépendaient autrefois de la pluie.

“Nous devons investir dans le savoir-faire et les atouts des pauvres”, suggère la représentante des Nations Unies.

Parallèlement, elle admet que “le bien-être, c’est plus que le simple revenu”.

#### ▪ ... Comme peut en témoigner Emile

Il y a longtemps, nous avons passé un an dans un petit village des Alpes françaises. Parmi les habitants se trouvait un vieil homme nommé Emile. Il vivait dans un chalet rustique sur le côté d’une montagne et s’occupait d’un jardin et d’un petit verger. De son jardin, il obtenait de généreuses récoltes : betteraves, salades, carottes, poireaux et autres légumes. Il utilisait des serres pour prolonger la bonne saison. Il enfouissait ses carottes et ses pommes de terre dans du sable sec pour qu’elles durent toute l’année. Son petit verger lui donnait des pommes et des poires — dont il faisait du cidre et de la confiture. Il faisait trop froid pour des pêches. Il surproduisait intentionnellement et échangeait une bonne partie de ses produits avec un éleveur, dont il obtenait lait et fromage.

Emile ne quittait jamais le village. Quand il ne s’occupait pas de son jardin ou de son verger, il était assis devant chez lui, sculptant des petits ours en bois, lisant, buvant son café ou profitant simplement du soleil. Lorsqu’il faisait froid, il restait dans sa cuisine, chauffée par un grand poêle à bois. Il achetait du pain auprès d’une boulangerie locale. Il achetait sans doute aussi de la farine et du sucre, mais nous ne l’avons jamais vu faire.

Emile était bien plus heureux que la majorité de nos amis millionnaires. Et en

bien meilleure santé que la plupart des gens — même ceux ayant la moitié de son âge — abonnés à de luxueux spas. Chaque fois que nous passions, il nous invitait dans sa cuisine confortable pour un verre de cidre.

Pourtant, Emile vivait sans doute avec moins de quatre dollars par jour — ce qui le mettait sous le seuil de pauvreté, même pour l'Amérique du sud.

“Vulnérable ?” Absolument pas. C'était probablement la personne la moins vulnérable que nous ayons rencontrée. Si le marché boursier avait été divisé par deux, il ne s'en serait pas rendu compte. Si le pays était tombé en récession ou en dépression, ça n'aurait rien changé à son existence ou son niveau de vie. Il n'avait pas besoin de travail. Il ne payait pas de prêt immobilier. Il n'attendait pas de chèque, que ce soit de la part du gouvernement ou de quiconque d'autre.

Ce n'est pas le manque de revenus qui vous rend vulnérable. Ni le manque d'égalité des revenus qui fait de vous un perdant.

A suivre...

## [Inflation, déflation... et vous, là dedans ?](#)

28 fév 2015 | [Françoise Garteiser](#) |

▪ Le système actuel est "[trop beau pour être vrai](#)", comme le martèle Bill Bonner. Beaucoup trop beau.

La question que vous devriez vous poser actuellement, cher lecteur, est la suivante :

Combien de temps va-t-il encore tenir ?

Bill Bonner est partisan de l'idée "marée basse/tsunami", comme il l'expliquait il y a quelques jours :

"Notre système financier pourrait subir un retournement stupéfiant et catastrophique que personne ou presque n'imagine... sans parler de l'anticiper. Vous vous rappelez le tsunami mortel qui a frappé les côtes d'Asie du sud-est, tuant des milliers de personnes et causant des milliards de dollars de dégâts ? Eh bien, juste avant que la muraille d'eau de plus de 10 m de haut ne s'abatte sur les plages, une chose extrêmement étrange s'est produite : l'eau a disparu.

"La marée s'est retirée plus loin que jamais. Les pêcheurs locaux se sont

immédiatement mis à l'abri. Ils savaient ce que ça signifiait. Mais les touristes sont partis à la chasse aux coquillages !"

"Il pourrait arriver la même chose à la masse monétaire. Le *cash* pourrait s'évaporer de manière aussi soudaine que désastreuse — juste avant que nous nous y noyions".

Cette situation est due, bien évidemment, aux actions de la Réserve fédérale américaine — [quoi qu'en pense Alan Greenspan](#). Et maintenant... les Etats-Unis sont pris au piège, cherchant désespérément l'inflation mais en prise avec une déflation extrêmement sévère.

▪ Voici l'analyse de Jim Rickards, rédacteur en chef d'*Intelligence Stratégique*, qui surveille le champ de bataille :

"[...] la bataille entre inflation et déflation n'est pas une histoire de court terme. Après de nombreux mois, voire des années de lutte, l'une des deux forces prendra le pas sur l'autre. C'est pourquoi il est impératif de se préparer à l'une et l'autre de ces éventualités. En étant prêt, en ayant pris les bonnes dispositions, vous observerez plus sereinement les signes qui, au fil du temps, vous diront de quel côté penche la balance. Le portefeuille que nous constituons est prêt à affronter les deux, et nous avons promis d'observer pour vous quelle force l'emporterait".

D'autant qu'il ne faut pas vous tromper : les enjeux ne concernent pas uniquement de fumeuses "autorités" et des hautes figures politiques ayant perdu tout contact avec le monde réel.

Comme le dit Jim, "l'inflation et la déflation représentent toutes deux des défis pour les investisseurs. Ils doivent imaginer les futurs rendements en fonction des modifications intervenant dans les indices de prix, tout en gérant les risques classiques inhérents à l'investissement. En bref, que ce soit l'inflation ou la déflation, toutes deux compliquent vos décisions économiques en ajoutant un joker au jeu de cartes. L'inflation est favorable au débiteur car la valeur réelle de la dette de ce dernier diminue au fur et à mesure que la monnaie se dévalue. La déflation est favorable au créancier car la valeur réelle de ses avoirs augmente à mesure que la monnaie s'apprécie".

"Les raisons pour lesquelles la Réserve fédérale souhaite de l'inflation sont simples. L'une est officielle, l'autre ne l'est pas. La raison exprimée, c'est que la Réserve fédérale a besoin, de temps à autre, d'abaisser les taux pour



stimuler l'économie. Si les taux sont à zéro, il n'y a rien à abaisser. Si vous avez 2% d'inflation, vous pouvez avoir des taux d'intérêt normalisés de 2,5% ou plus. Cela permet à la Fed d'avoir quelque chose à faire lorsque c'est nécessaire. Cette logique, c'est un peu comme si quelqu'un vous disait qu'il va voler votre argent afin de pouvoir vous le prêter plus tard".

Et la raison officielle ? Bien entendu... il s'agit de réduire la valeur de la monnaie dans laquelle est libellée la dette américaine — le dollar. Permettant ainsi aux Etats-Unis de payer ses créiteurs en monnaie de singe tout en gardant (à peu près) la face.

Hélas, explique Jim, "le monde ne se montre pas coopératif avec le grand plan de la Fed. Nous nous trouvons au coeur d'une récession mondiale, et la conséquence naturelle de la récession, c'est le désendettement et la déflation. Les entreprises en difficulté vendent leurs actifs à prix cassés. Cela entraîne une baisse des prix et place les autres entreprises en difficulté, lesquelles, à leur tour vendent leurs actifs pour survivre, et ainsi de suite. C'est la célèbre théorie des grandes dépressions par la dette et l'inflation, sur laquelle l'économiste Irving Fisher a écrit dans les années 1930. Cette dynamique fait son grand retour, avec une ardeur redoublée.

Que faire à votre niveau ?

"Pour vos investissements, c'est un terrain extrêmement glissant", prévient Jim. "D'une part, vous devez être attentif à la *déflation*, car c'est l'état naturel du monde. D'autre part, vous devez vous préparer à *l'inflation* car les banques centrales veulent la provoquer à tout prix. Nous vous avons déjà montré comment... et nous continuerons à le faire au cours des prochains mois. La réponse, c'est d'avoir un portefeuille diversifié, avec un choix d'actifs qui se comporteront bien quel que soit l'état du monde".

Quels actifs et en quelle proportion dans votre propre portefeuille ? Jim Rickards vous propose sa vision des choses — et les conseils qui vont avec — tous les mois dans *Intelligence Stratégique* : [pour en savoir plus, cliquez ici...](#)

## [La Grèce fait encore parler d'elle](#)

2 mars 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Cher lecteur,

Ce matin, le CAC 40 corrige, ce qui peut se comprendre après une progression de plus de 15% depuis le 1er janvier.

Comme je vous le disais vendredi, la Grèce fait de nouveau — ou plutôt encore — parler d'elle. Le gouvernement Tsipras, via la voix de son ministre des Finances Yanis Varoufakis, a fait savoir qu'elle voulait lancer les discussions autour d'une nouvelle renégociation de sa dette. L'Allemagne, via la voix de son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble a fait savoir qu'il n'en était pas question.

Je sens que cela va de nouveau chauffer plus vite que prévu dans la Zone euro.

La récente déclaration d'Alexis Tsipras sur le comportement du Portugal et de l'Espagne confirme ce que nous soupçonnions : à savoir que la Grèce comptait sur le soutien des autres pays du sud de l'Europe pour faire pression sur l'Allemagne. Stratégie qui a échoué.

Samedi dernier, Tsipras a ainsi laissé entendre que Madrid et Lisbonne — deux gouvernements conservateurs — s'étaient ligués contre Athènes pour empêcher toute évolution majeure de la politique de la troïka. Accusations qui n'ont pas du tout plu à l'Espagne et au Portugal. Stratégiquement, Athènes est de plus en plus isolée... ce qui ne laisse rien de présager de bon quant à une restructuration de sa dette.

## **« Actif tangible : faut-il acheter de l'immobilier ? »**

**Charles sannat 2 mars 2015**

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je reviens sur la question de notre camarade contrarienne Joëlle et j'en profite pour lui donner une réponse « collective » dans la mesure où Joëlle a, je le trouve, très bien résumé dans son mail la pensée de beaucoup d'entre vous.

J'en profite également pour vous dire à nouveau que si je lis tous vos courriels, j'ai nettement plus de mal à y répondre et sachez que j'en suis très sincèrement navré mais cela pourrait m'occuper à plein temps. Alors je compte sur votre compréhension bienveillante. Dans tous les cas, n'hésitez pas à m'écrire, que ce soit pour vos commentaires toujours enrichissants ou encore pour me passer des infos importantes qui pourraient m'échapper. L'adresse est la suivante : [charles@lecontrarien.com](mailto:charles@lecontrarien.com).

## **Revenons-en à notre camarade Joëlle, voilà ce qu'elle nous écrit :**

« Bonjour,

Depuis quelques mois, je vous lis chaque jour avec toujours autant de curiosité et d'intérêt. J'apprécie votre pragmatisme et votre humour, même si vous me paraissez un peu trop pessimiste. Et je suis d'accord sur vos conseils concernant le lopin de terre et les raviolis.

Mais j'attendais aussi que vous nous parliez d'immobilier (actif tangible, s'il en est !) et je ne vois rien venir !!

À titre personnel, j'ai fait ce choix depuis longtemps. Très proche de la retraite, j'ai désormais fini de payer ma maison et investi dans 3 appartements censés compléter cette dite retraite dont je ne sais combien de temps elle sera payée au niveau attendu.

Certes, l'immobilier ne va pas très bien en ce moment mais la baisse constatée n'est pas dramatique surtout si l'on n'a pas besoin de revendre, et les loyers se maintiennent, gardant à mon investissement tout le rendement prévu.

Pensez-vous (comme mon frère qui est encore plus pessimiste que vous et qui m'a orientée vers votre site) que les prix vont s'effondrer ?

Merci pour l'attention que vous porterez à mon message et bravo pour tout le reste. »

### **L'immobilier est un actif tangible... cyclique !**

Oui l'immobilier est un actif tangible. Oui avoir de l'immobilier c'est une bonne idée, MAIS attention, pas n'importe quand ni n'importe comment. Je m'explique : vous avez 3 millions d'euros à la banque, vous achetez un bien à 1 million d'euro sans crédit acheté cash. Ce bien perd 50 % de sa valeur, soit 500 K€, il ne vous reste plus que 2 millions à la banque et un bien immobilier de 500 K€... Je ne vais pas pleurer pour vous, et vous devriez vous en remettre... donc dans ce cas, la baisse ou la hausse de l'immo est sans importance.

M. et Mme ont un fils... Ils se sont endettés sur 35 ans pour acheter un appartement à 200 000 euros sans apport en banlieue parisienne (très lointaine) du côté de Ponteau-Combault (je prends cet exemple volontairement dans cette ville ne valant pas un clou intrinsèquement parlant

mais pourtant c'est encore trop cher). M. et Mme ne se supportent plus et souhaitent aller chacun se faire voir ailleurs, ce qui porte le doux nom de « divorce plus ou moins amiable »... Et généralement nettement moins amiable lorsqu'il faut se partager chien, chat, poisson-rouge, gamin et accessoirement les... dettes !

Comme ils ont acheté il n'y a que 4 ans, au plus haut de la bulle immobilière – car oui nous vivons l'explosion d'une bulle immobilière et je dirais même de la plus grosse bulle immobilière française de tous les temps –, ils n'ont payé que des intérêts et doivent non pas 200 000 euros à la banque mais... 185 000 euros... Manque de chance plus personne ne veut d'un appart pourri et sans charme dans une ville de merde de la banlieue parisienne méga lointaine nécessitant 5 heures de bouchons pour que les roues de votre bagnole hors d'âge à l'embrayage bientôt hors d'usage (à cause desdits bouchons) puissent atteindre ne serait-ce que le périphérique côté porte de Bercy... Bref, les prix à Ponteau-Combault ont baissé de 50 %... Mais un bon moins 70 % est parfaitement possible d'ici 10 ans !

Résultat, l'appart à 200 K€ de nos ex-futurs mariés prochainement divorcés ne vaut plus que 100 000 euros... Et encore en ne traînant pas parce que les prix baissent tous les mois comme, pendant 15 ans, ils ont monté tous les mois...

Il leur restera donc 85 000 euros à rembourser à la banque en plus du fait de se reloger chacun de leur côté alors qu'ils n'auront plus un kopeck en poche. Je peux donc vous annoncer une baisse substantielle du nombre de divorces à Ponteau-Combault dans les années qui viennent !

### **Quelle est votre sensibilité à une baisse des prix ?**

Évidemment, vous aurez compris, à travers ces deux exemples complètement caricaturaux, que tout dépend de votre sensibilité à la baisse des prix. En d'autres termes, tout dépend de votre apport personnel. Plus votre apport sera important, plus la baisse des prix éventuelle vous laissera insensible.

Une fois que l'on a dit ça, on a juste défini un critère vous permettant de savoir si vous pouvez ou pas acheter sereinement.

## **Après se pose le problème de savoir si l'immobilier sera un bon ou un mauvais placement.**

Question difficile car l'immobilier en ville n'a rien à voir avec celui de la campagne, le marché des résidences secondaires pas plus, ou encore Paris et sa banlieue qui restent un très grand cas à part, sans oublier le Grand Ouest qui gagne de la population alors que plein d'autres régions en perdent. Bref, il n'y a pas UN marché immobilier mais des marchés immobiliers, cela n'empêche pas évidemment de définir une grande tendance et la grande tendance est sans conteste baissière. Pourquoi ?

## **Les facteurs de baisse sont structureaux, nombreux et vont durer !**

Aujourd'hui l'immobilier est détenu par nos plus ou moins jeunes seniors qui y ont tous vu à partir du début des années 2000 le moyen, alors que l'immobilier était bradé et sortait d'un terrible cycle baissier (la crise des années 92 et la faillite du Crédit Lyonnais), le moyen à juste titre de préparer leur retraite et d'obtenir du rendement à travers les loyers. Super idée. Sauf qu'évidemment tout le monde l'a eu en même temps. C'est la raison pour laquelle les prix se sont envolés mais pas uniquement. En mars 2000 éclate la bulle Internet ! Les banques centrales baissent les taux. L'immobilier accélère sa hausse. Le 11 septembre 2001 quelques abrutis enturbannés balancent des avions dans des tours. Bilan ? Une guerre mondiale contre le terrorisme mais avant tout une grosse crise économique à combattre. Les banques centrales baissent encore leurs taux... et cahin-caha, ce début de siècle va être marqué par des taux d'intérêt très bas, tellement bas que maintenant ils sont presque négatifs... Et malgré le fait qu'ils soient aussi proches de zéro que possible, l'immobilier baisse en France.

C'est un très mauvais signe, car au premier signe de remontée des taux, ce sera un carnage sur le marché immobilier et la raison est simple. En 15 ans, les prix n'ont pas doublé ! Ils valent presque en euro ce qu'ils valaient en francs à la fin des années 90. Les prix en réalité dans les endroits les plus dynamiques ont été multipliés presque par 6,55957 (fois plus de poules, ce qui était le slogan de la Française des jeux à l'époque de l'euro). Bref, pas tout à fait par 6 donc mais en réalité par 4 ou 5. Sauf que dans le même temps, les salaires n'ont pas suivi mais alors pas du tout la même pente. Il y a donc un problème énorme de solvabilité des acquéreurs.

Or, le marché immobilier a besoin de primo-accédants donc de jeunes capables d'acheter un studio ou un T2 à un couple moins jeune qui va, lui, acheter un T3 ou un T4 à un couple plus vieux qui veut peut-être, lui, partir prendre sa retraite sur la Côte d'Azur... Sans primo-accédant au départ, c'est toute la chaîne alimentaire de l'immobilier qui se grippe et aujourd'hui, le jeune couple est au mieux fauché, plus logiquement sans-emploi et majoritairement dans la merde économiquement parlant... crise oblige !

Enfin, pour des raisons démographiques qu'il faut impérativement comprendre, ce sont nos seniors qui ont l'immobilier, mais les jeunes générations n'ont ni argent ni espérance d'en avoir... Résultat, c'est bien d'avoir de l'immobilier mais il ne vaut et ne vaudra que ce que des acheteurs potentiels seront capables de le racheter... Et pour les générations suivantes, c'est plutôt la « cata » financière... les prix ne peuvent donc que structurellement être baissiers.

### **Alors faut-il acheter ? NON mais...**

Généralement non, surtout pas, et encore moins si vous êtes fragile financièrement ou en terme d'emploi. Oui si vous pouvez avoir votre résidence principale avec 50 % d'apport... sinon hésitez !

De l'immobilier de rendement ? Éventuellement si vous achetez sans crédit cash à 100 %, sinon vous n'aurez aucun rendement malgré des taux bas. Les charges de copropriété explosent et en plus il va falloir isoler des immeubles entiers par la façade pour économiser du gaz... Cela va coûter quelques années de rendement, plus l'État qui n'oublie pas de se servir en taxes et impôts divers. Enfin, les locataires assez souvent pas très délicats oublient de payer le propriétaire et s'en sortent généralement bien au bout de deux ans... Ce qui est nettement moins le cas du proprio... Donc le locatif oubliez... sauf éventuellement en meublé...

Non, en fait, ce qu'il faut c'est avoir un patrimoine diversifié. Le problème c'est que le patrimoine des Français est composé à 80 % d'immobilier. Logique si vous n'avez que votre maison et 50 000 euros d'épargne durement acquise... Mais si vous avez 10 millions d'euros dont 80 % en immobilier, ce n'est pas le moment d'en reprendre à défaut de le revendre !

Il faut donc diversifier, et diversifier c'est avoir du cash, des actions, de l'or et de l'immobilier : il ne faut donc pas jurer que par l'immobilier !! Le seul

placement à éviter à tout prix c'est l'obligataire. Néanmoins, pour le reste, répartissez et diversifiez votre patrimoine. Ce que vous perdrez d'un côté vous devriez le récupérer de l'autre.

En tout état de cause, si l'immobilier a monté ces 15 dernières années... il pourrait bien baisser les 15 prochaines années et la baisse sera aussi irrationnelle que la hausse que nous venons de vivre, aussi irrationnelle et aussi excessive car ainsi va la nature humaine.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

### **Embargo : Athènes demande à Moscou la permission de lui livrer oranges, fraises et pêches**

J'ai comme dans l'idée que les Russes vont lever les embargos sur les produits en provenance de Grèce.

J'encourage donc nos paysans à se rapprocher des Grecs pour qu'ils puissent vendre aux Russes des produits poussés en France mais labellisés « Grèce », tout le monde devrait être gagnant-gagnant !!

Charles SANNAT

Le gouvernement grec demande à Moscou de lever son embargo sur l'importation de denrées alimentaires et de lui permettre de livrer des oranges, des fraises et des pêches, annoncent dimanche les médias grecs. Cette information a été rendue publique à l'issue d'une rencontre du ministre adjoint grec de l'Agriculture Panagiotis Sgouridis et un responsable du ministère russe Alexeï Alexeenko dans le cadre du Salon international à Saloniki.

« À la demande du fonctionnaire grec, M. Alexeeenko a promis d'envoyer une lettre au Premier ministre russe Dmitri Medvedev pour lui demander d'exclure trois produits grecs de la liste de marchandises interdites d'importation en Russie suite aux sanctions antirusse », annoncent les médias.

M. Sgouridis a exprimé son optimisme concernant sa demande : « Il est très probable que ces deux-trois produits soient exclus de la liste des marchandises tombées sous le coup de l'embargo », a affirmé le responsable grec.

Selon lui, l'embargo russe a fait tomber de 40 % les exportations de fruits et

de légumes grecs en Russie.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/international/20150301/1014952611.html#ixzz3T9w1Uxtw>

### **Inauguration d'un service de fret ferroviaire entre la province chinoise du Heilongjiang et la Russie**

Cela peut sembler anodin, et pourtant ça ne l'est pas tant que ça. Au contraire, cela montre et matérialise encore une fois le rapprochement sino-russe engagé en réaction à l'agressivité de moins en moins masquée des États-Unis d'Amérique à l'égard de la Russie et de la Chine.

Charles SANNAT

### **Commémoration de Nemtsov : plusieurs milliers de personnes à Moscou et Saint-Pétersbourg**

D'après les grands médias occidentaux, il y aurait environ 50 000 manifestants... Je ne défends pas Vladimir Poutine, je dis simplement que nous n'avons pas, vu notre bilan collectif en Irak, en Syrie, en Libye, ou encore en Afghanistan, de leçon ou de brevet de démocratie à donner à la Russie, Russie qui héberge un garçon, ancien de la CIA et pourchassé par la grande démocratie US qui n'a pas hésité à embastiller quelques opposants pour « trahison » alors qu'ils ne sont jamais rien que des lanceurs d'alertes concernant la surveillance de masse à laquelle les citoyens des pays libres sont soumis, ou encore ils dénoncent quelques massacres réguliers commis par nos troupes sur des territoires étrangers comme l'Irak... Alors là encore, sans être ni pour ni contre, ne donnons pas de leçons aux autres car nous ne sommes pas forcément meilleurs...

Sans oublier que 50 000 manifestants... alors que la Manif pour tous c'était au bas mot 500 000, il n'y a pas de quoi faire frémir un Vladimir Poutine vu que cela n'a pas fait trembler ni une Taubira ni un Hollande...

Comme quoi, finalement, tout est relatif !

Charles SANNAT

### **La banque centrale chinoise réduira les taux d'intérêt de référence !!**

Voilà qui devrait aider la Bourse de Paris et toutes les autres à aller encore un peu plus haut. Argent gratuit, demandez votre dose d'argent gratuit !

*Charles SANNAT*



BEIJING, 28 février (Xinhua) – La Banque populaire de Chine (banque centrale) a annoncé samedi qu'elle réduirait les taux d'intérêt de référence sur les dépôts et les prêts de 0,25 point de base à partir du 1er mars.

## **GRÈCE : LA BRÈCHE RESTE OUVERTE !**

2 mars 2015 *par* François Leclerc

« Le nouveau gouvernement grec est très soutenu par la population. J'ai confiance en lui pour mettre en place les mesures nécessaires, mettre sur pied une administration fiscale efficace et ainsi tenir ses engagements ». Venant de Wolfgang Schäuble, cette déclaration a de quoi surprendre, d'autant qu'elle a été faite au journal à sensation Bild qui mène campagne sur campagne contre le soutien de la Grèce. « Il faut d'abord donner un peu de temps au gouvernement élu », a rajouté le ministre des finances allemandes, qui a tenu à préciser à propos de Yanis Varoufakis : « mon homologue grec a le droit à autant de respect que les autres. Il s'est comporté avec moi tout à fait correctement ».

Un second signe de désescalade est simultanément intervenu, le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem s'avancant pour évoquer un éventuel paiement partiel de la dernière tranche du *plan de sauvetage* sans attendre comme précédemment décidé la fin avril, s'il était constaté un démarrage des réformes prévues dans l'accord qui a été adopté. On verra la suite...

Les dirigeants européens ont finalement dû admettre qu'ils avaient mis le gouvernement grec dans une situation impossible et que cela se retournait contre eux, ce qui en dit long sur leur maîtrise de la situation. A la question « comment faire rentrer dans le rang la Grèce sans la conduire à sortir de l'euro ? », ils avaient cru trouver la solution, mais ils doivent enregistrer qu'ils se sont grossièrement trompés. Et il ne leur reste plus qu'à assouplir une politique après l'avoir voulue trop tranchée.

Avant de s'atteler à la conception d'un nouveau plan de restructuration de la dette grecque – qu'ils repoussent comme d'habitude au plus tard possible – il est apparu que les contraintes financières à court terme dans lesquelles le gouvernement grec a été placé n'étaient pas soutenables : elles le conduisent inmanquablement à un défaut si elles ne sont pas revues, le contraire du but recherché ! D'autre part, ce dispositif a placé la BCE dans une situation qu'elle ne veut pas assumer, devenant celle par qui le malheur arrive si elle

n'accorde pas à nouveau aux banques grecques les facilités qu'elle a interrompues, ou si elle ne déplaçonne pas le montant des bons du Trésor que le gouvernement grec peut émettre.

La BCE va de nouveau être dans l'embarras, dès juin prochain, en raison des importants remboursements de titres de la dette grecque qu'elle possède, pour les avoir achetés aux banques européennes. Ceux-ci arrivent à maturité et le gouvernement grec n'a pas le premier sou vaillant pour y procéder. La BCE sera d'autant plus concernée qu'il est de l'intention revendiquée du gouvernement grec de privilégier en toute occasion le remboursement du FMI à son détriment, si cela se révèle nécessaire. Dans les négociations à venir, qui ne vont pas pouvoir tarder, l'objectif de Yanis Varoufakis va être de réduire – quelle qu'en soit la manière – les obligations d'excédent budgétaire primaire auquel le gouvernement va être soumis, afin qu'ils ne dépassent pas 1,5% cette année et 2% les suivantes. Le réalisme de ce qui lui sera opposé sera jugé à cette aune.

Mais un second aspect de la situation a été sous-estimé par les dirigeants européens, tout aussi alarmant, cette fois-ci politique. Une forte opposition au sein du comité central de Syriza a menacé tout le dispositif, conduisant Alexis Tsipras à annoncer sans concertation le vote par le Parlement de quatre projets de loi, tous destinés à soulager des effets de la crise, ainsi qu'à tergiverser à propos d'un vote destiné à entériner l'accord intervenu à Bruxelles.

Toujours dans le domaine des réussites politiques à porter au crédit des instigateurs de l'accord d'extension du *plan de sauvetage*, le premier ministre grec a accusé les gouvernements espagnol et portugais de chercher à mettre son gouvernement dans une situation intenable afin de ne pas avoir à assumer les conséquences électorales de sa réussite. Ce qui n'a pas manqué de susciter une virulente réaction de Mariano Rajoy, qui a demandé à la Commission de formellement réprimander le gouvernement grec... Le gouvernement allemand s'est pour sa part contenté de dénoncer « une faute » d'Alexis Tsipras, sur le thème que « cela ne se fait pas dans l'Eurogroupe ». Le service après-vente de l'accord est décidément très sollicité.

## **Dettes publiques : Ich bin ein Berliner !**

Posté le 2 mars 2015 par Bruno Colmant

Depuis la victoire de Syriza en Grèce, les cartes de la gouvernance européenne sont rebattues.

Mais, au-delà du romantisme marxisant du gouvernement grec, les autres pays européens sont d'une prudence étonnante.

On aurait pu imaginer que le Portugal et l'Espagne, eux-aussi frappés par une déflation récessionnaire, ne se saisissent du précédent grec pour se prévaloir d'une austérité assouplie.

On aurait pu même penser que la France, dont le Président Hollande avait cru se faire l'allié idéologique de l'Italie et de l'Espagne, soutiendrait le relâchement des contraintes budgétaires imposées à la capitale hellénique.

Et rien...

Pourquoi ? La raison est simple : l'Allemagne permet à tous les pays qui acceptent la ligne de la rigueur budgétaire de bénéficier de son rating exceptionnel, qui autorise des taux d'intérêt assez bas pour rendre le financement des dettes publiques soutenables.

Et finalement, on arrive à cette inouïe conclusion que nos modèles sociaux ne sont soutenables que sous respect des conditions allemandes.

Juste retour des choses pour l'Allemagne qui avait inventé, sous Bismarck, la sécurité sociale ?

## [Une déflation européenne jusqu'en 2019 ?](#)

*Posté le 1 mars 2015 par Bcolmant*

Un des meilleurs économistes monétaire est probablement Irving Fisher (1867-1947).

On lui doit notamment l'explication de la déflation par le désendettement qui suit les bulles d'actifs. Après l'éclatement de ces dernières, les agents économiques doivent se désendetter et vendent, à des prix réduits, les actifs acquis au moment des bulles. Il s'ensuit une pression à la baisse sur les valeurs d'actifs qui alimentent une déflation.

Mais Fisher était aussi un des précurseurs de l'Ecole Quantitative, dont le prix Nobel Milton Friedman (1912-2006) fut le théoricien le plus abouti. Fisher formula une équation qui conduit à lier le niveau d'inflation à la quantité de monnaie insufflée dans une économie par les banques centrales et le circuit

bancaire.

Dans un de ses ouvrages majeurs (L'Illusion Monétaire), Fisher estime qu'il s'écoule 4 ans entre le moment où une banque centrale fait "tourner la planche" à billets et une remontée de l'inflation...destinée à contrer la déflation.

Je me suis souvent demandé si cette période de 4 ans, intuitivement avancée par Fisher, était toujours valable de nos jours, dans un contexte de monnaie électronique.

Il semble que ce soit le cas. En effet, un presque homonyme de Irving Fisher, Stanley Fischer, Vice-Président du Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale américaine, vient d'annoncer que l'immense assouplissement monétaire de sa banque centrale déployait désormais ses pleins effets.

Cette observation porte incidemment le signal que les autorités monétaires américaines remonteront bientôt les taux d'intérêt à court terme?

Mais où est l'Europe dans ce cycle de 4 ans ?

Nulle part.

La BCE va enfin mettre en œuvre un assouplissement monétaire tardif, donc hasardeux, alors que la taille de son bilan est quasiment revenue au niveau de l'année 2008, contrairement à celui de la Federal Reserve qui a multiplié le sien par cinq.

Si les intuitions de Fisher et les constatations de Fischer se vérifient, il faudra 4 ans pour s'extraire de la déflation.

Nous serons donc en 2019.

Il faudra, un jour, tirer les leçons de l'action de la BCE.

## **Combattre la déflation technologique**

*Posté le 28 février 2015 par Bruno Colmant*

La pénétration dans un monde déflationniste et de faible croissance s'impose inéluctablement.

Cette déflation a de multiples causes, dont le vieillissement de la population.

Elle fut aggravée par les politiques d'austérité et de rigueur monétaire imposées à contretemps et dont on commence à distinguer les ruines

fumantes.

Mais cette déflation sera peut-être aggravée par le basculement technologique. Ce dernier, qu'on qualifie de digital, risquerait de faire glisser les gains de productivité vers les pays technologiquement plus avancés.

Les conséquences de ce glissement seraient déflationnistes et récessionnaires puisque des pans entiers de l'économie de service en seraient affectés.

En effet, il ne faut jamais l'oublier : le taux de croissance d'une économie est lié à la progression démographique de sa population active et aux gains de productivité.

Si des gains de productivités sont escamotés à une population active, dont la proportion relative se réduit, cela risquerait de mettre en péril les équilibres sociaux et d'aggraver les engagements de l'Etat en matière de solidarité.

Dans cette perspective, il faut se féliciter des initiatives des Ministres De Croo et Marcourt, qui, chacun à leur niveau, déploient une réflexion rigoureuse sur l'agenda digital fédéral et régional.

## **Mais qui donc soutient l'Euro?**

Charles Gave, Institut des libertés 2 mars 2015

Je crois avoir été l'un des premiers à expliquer que l'Euro était un désastre qui allait foutre en l'air l'Europe que j'aimais, c'est-à-dire celle de la diversité, pour la remplacer par celle du lit de Procuste imposé par Bruxelles, où des gens que personne n'a élu et qui ne sont responsables devant personne décident de la taille des concombres ou de la qualification maraîchère de la tomate . Fruit? légume? Sujet de taille.

En 2011, pour les raisons que j'ai longuement expliqué dans " *L'Etat est mort vive l'état* " (Grand E, petit e). Je pensais que nous arriverions au moment décisif vers 2014 -2015, moment où les marchés de la dette en Europe se révolteraient contre ce système qui assurait la ruine de tout le monde.

Ce que je n'avais pas, mais pas du tout prévu, était que la BCE allait rompre tous les Traités, changer toutes les règles qui président à la gestion convenable d'une banque centrale, abandonner toute prudence au point de coller des taux d'intérêts négatifs et de financer les budgets des Etats en rachetant directement de la dette étatique. Dans ma naïveté, je pensais que les

Allemands en général et la Bundesbank en particulier allaient s'y opposer.  
Que nenni !

Comme le disait le Marechal de McMahon "*Hier, nous étions au bord du gouffre, aujourd'hui nous avons fait un grand pas en avant*". Sous la direction de Draghi, le faussaire des comptes Italiens à la fin des années 90, la BCE se livre en fait à une opération d'acharnement thérapeutique sans exemple dans l'histoire depuis la mort de Franco pour essayer de prolonger le plus longtemps possible un mort vivant.

Ce qui m'a amené à me poser la question suivante : Pour qu'un système aussi débile que l'Euro s'installe et dure, il faut que ce système ait des supporteurs puissants. Et donc dans ce petit papier, je vais essayer de les débusquer.

Les premiers soutiens se trouvent dans ceux qui en ont eu l'idée, c'est-à-dire cette classe technocratique Française si bien représentée par Trichet, Lamy ou Delors, qui après avoir ruiné la France, ont décidé de créer un ETAT Européen dont ils assureraient l'Administration, la France étant devenu trop petite pour leur immense talent. Et donc une structure de pouvoir a été montée, la BCE, remplie de gens non élus mais cooptés et le but principal de cette structure est de continuer à financer cette expérience non démocratique puisque les marchés ne veulent plus le faire.

Cette structure de pouvoir assure les fins de mois de l'autre structure de pouvoir en Europe de gens non élus, la Commission, peuplée de zombies du style Barroso ou Juncker, qui elle émet des « directives » qui ont prééminence juridique sur les Lois passées par les Parlements Nationaux, qui sont donc dessaisis « *de jure et de facto* » de la Souveraineté Nationale, ce qui est insensé.

Ces directives de la commission européenne, qui sont préparées dans le plus grand secret, prennent en effet le pas même sur la Loi Fondamentale de chaque pays, c'est-à-dire la Constitution.

Et ceux qui sont au pouvoir à Paris (qui ont nommé en douce ceux qui sont à Bruxelles ou à Francfort (voir le cas typique d'un incompetent notoire comme monsieur Moscovici), adorent l'Euro puisque la BCE finance leur politique débile en achetant toutes les obligations émises.

La BCE affranchit donc les politiques de toute sanction en provenance des marchés, c'est-à-dire de la réalité. Nous avons donc un système, organisé par

et pour ceux que j'appelle «les hommes de Davos», qui ont comme caractéristique principale de mépriser le Peuple, et de détester les Nations pour communier dans une espèce d'internationalisme mou, gras et verbeux, et bien sur ce système n'a rien de démocratique. On peut donc dire sans crainte d'être démenti qu'aujourd'hui la plupart des pays Européens ne vivent plus sous un régime démocratique puisqu'ils ne peuvent plus virer les gens qui rédigent les lois qu'ils vont devoir suivre. Et qu'on ne me parle pas du Parlement Européen puisque son ordre du jour est complètement sous le contrôle ...de la Commission. Nos fiers élus Européens ne peuvent voter que sur les sujets où la Commission les a autorisés à voter et sur des textes préparés par cette même commission. Bien entendu, cette soumission de tous les instants est grassement rémunérée pour éviter les révoltes intempestives.

Comme je l'ai souvent écrit, les Institutions Européennes, à la fin des années 90, ont été l'objet d'un coup d'état, qui a enlevé tout pouvoir de décision aux élus des Nations pour le transférer à un théâtre d'ombres à Bruxelles.

Premiers supporteurs de l'Euro donc, la classe politique au pouvoir **actuellement** puisque la BCE les libère de la fameuse tyrannie des marchés

Deuxième élément de soutien qui assure la survie de l'Euro, la classe de «ceux qui sont payés par nos impôts», en salaires ou en subventions diverses et variées. Si la France venait à sortir de l'Euro, le bénéficiaire Français de cette manne étatique verrait son pouvoir d'achat amputé de la baisse du Franc Français contre le DM. A la place d'être payé 4000 euro par mois, notre fonctionnaire toucherait 4000 nouveaux, nouveaux francs qui assez rapidement vaudraient 3000 DM. Et donc tous ces braves gens se battent pour que la France reste dans l'Euro, puisque cela leur assure un pouvoir d'achat qu'ils n'ont en rien mérité. Un exemple entre mille : d'après le journal « Marianne », le « *Président qui déteste les riches* » aura plus de 40000 euro **par mois** de droits à la retraite à faire valoir quand il cessera ses activités, payés par nos impôts, ce qui m'amène à faire deux remarques.

- La première : dans mon article *monsieur Ayrault et son chauffeur*, j'imaginai que l'ancien Premier Ministre allait toucher des qu'il serait à la retraite environ 200.000 E par an, ce qui correspondait d'après mes calculs à la rentabilité d'un capital d'au moins 30 millions d'Euro. J'étais très, très loin du compte.

- La deuxième c'est que vous ne voudriez pas que cette belle retraite, si durement gagnée, ne soit payée en francs? La protection du pouvoir d'achat de nos élites est un devoir national.

Et classe politique et hauts fonctionnaires trouvent bien sur un soutien actif chez les médias, qui ne survivent que grâce aux transfusions financières opérées généreusement par l'Etat Français vers le compte d'exploitation de nos défenseurs acharnés de la Liberté d'expression.

La Liberté d'expression garantie par des subventions étatiques, voilà une idée que même l'URSS n'avait pas eue. La France est en effet, à ma connaissance, le seul pays démocratique au monde où la presse est subventionnée au vu et au su de tout un chacun... par le gouvernement.

Et le rôle de cette presse est très simple : il faut qu'elle explique sans arrêt au petit peuple, ignorant par définition mais dont ON veut le bien, que les « experts » (Attali, Minc, Duhamel BHL rejoints par tous les Oints du Seigneur..) sont absolument certains que si l'Euro venait à disparaître, ce serait une catastrophe inimaginable, nous retournerions immédiatement à l'âge de pierre et la guerre entre la France et l'Allemagne reprendrait immédiatement.

Donc, le rôle des media n'est en rien de présenter un dossier argumenté sur les avantages, les inconvénients ou les modalités d'une éventuelle sortie de l'Euro mais tout simplement de faire peur. Et je dois dire qu'ils accomplissent cette mission avec brio et succès. Mais comme Attali, Minc, BHL, Duhamel et tous les seconds couteaux qui sévissent à leurs cotés se trompent sur tout et depuis toujours, le peuple commence à avoir des doutes.

J'engage le lecteur à écouter par exemple sur ce site ce que disait Attali de l'Euro à la fin des années 90....On ne sait s'il faut en rire ou en pleurer.

Heureusement, ce grand homme a décidé de devenir *Sri Attali*, le grand sage Indou qui veut nous apprendre à trouver la paix intérieure malgré la dureté de la vie. Devant un tel culot, on ne peut que s'incliner, avec respect, en espérant que pour une fois c'est lui qui a écrit l'ouvrage et que ce sera son dernier.

Mais la partie la plus facile à effrayer dans la population est bien sur constituée par les rentiers qui ont pensé s'assurer une retraite en souscrivant à une assurance vie qu'ils ont investie massivement en obligations de l'Etat Français. Eux, ils sont terrifiés par l'éventualité d'une disparition de l'Euro,



et ils ont raison.

Mais hélas, la BCE, comme je l'ai indiqué plus haut a comme objectif premier non pas leur bien être (quelle idée !), mais la survie des structures de pouvoir mises en place dans les 15 dernières années en Europe au profit de gens non élus tels monsieur Juncker ou Draghi. Pour cela, elle a introduit récemment des taux d'intérêts négatifs, selon la vieille idée Keynésienne que pour avoir une économie saine, il faut d'abord procéder à l'euthanasie du rentier. Comme je l'ai indiqué dans un article récent, le but parfaitement officiel de la BCE est donc de ruiner les rentiers Européens en général et le rentier Français en particulier. Or il se trouve que les détenteurs d'assurance vie constituent en France les gros bataillons des partisans de la survie de l'Euro et la BCE vient de leur déclarer la guerre, pour protéger nos élites contre leur propre incompetence.

Le choix devant lequel se trouve le rentier Français est donc assez simple.

Soit il préfère un infarctus, la sortie de l'Euro, et cela n'est pas toujours fatal, soit il préfère un cancer généralisé. Dans le second cas, on met certes plus longtemps à trépasser, mais la fin de vie n'est pas très agréable.

**Et donc nos assurés vont se retrouver ruinés quoiqu'il se passe.**

Leur soutien à l'Euro va faiblir au fur et à mesure qu'ils vont prendre conscience de cette dure réalité, ce qui va ouvrir un boulevard à ceux qui veulent le supprimer (suivez mon regard...)

J'en tire deux conclusions :

- La première est que les lecteurs qui ont une assurance vie doivent de toute urgence en changer la composition et vendre toutes les obligations Françaises qu'ils pourraient avoir pour les remplacer par des obligations Américaines ou des actions « "Schumpéteriennes" cotées à Paris. (NDLR sont appelées "actions schumpéteriennes des actions de sociétés sans lien avec l'état qui vendent un produit tangible, pour simplifier/ ex: Air Liquide)
- La deuxième est que l'agonie de l'Euro a commencé, mais que nous avons en face de nous des forces immenses qui gèrent nos institutions en fonction du vieux principe socialiste « Périssent le Peuple plutôt que nos idées » et donc que cette agonie va être plus longue et douloureuse pour tout le monde que je ne le pensais en 2011.

Je suis désolé d'avoir été trop optimiste à l'époque, et je m'en excuse.  
Et c'est en effet au pied du mur que l'on voit le mieux le mur.

« THE » Revue du web de l'or du 27 février :

## Manipulation du cours de l'or et banques sous surveillance

Charles Sannat 2 mars 2015

L'actualité qui agite le marché de l'or cette semaine, c'est l'enquête qui vise une nouvelle fois plusieurs banques. Elles sont soupçonnées de manipulation sur les cours de métaux précieux et dans le viseur du département de la Justice et de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) américains. Pourtant, ce n'est pas la première fois qu'une telle enquête se penche sur une manipulation présumée. « Les manipulations sur les cours de l'or sont d'ailleurs désormais un secret de Polichinelle », évoque Charles Sannat dans son [Contrarien de la semaine](#) !

### **Or et argent : les banques soupçonnées de manipulation des cours**

Aux États-Unis, le département de la Justice et la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) enquêtent actuellement sur une manipulation présumée des cours des métaux précieux. Les cours de l'or, de l'argent, du palladium auraient été manipulés à Londres par plusieurs grandes banques. « *HSBC, Bank of Nova Scotia, Barclays, Crédit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, J.P. Morgan, Société Générale, Standard Bank et UBS* » sont dans le collimateur des instances américaines, selon [LaTribune.fr dans un article du 24 février](#).

Citant le *Wall Street Journal*, *La Tribune* rappelle que « *ce n'est pas la première fois que le rôle des banques dans le processus de détermination des prix de ces matières premières est mis en cause mais les enquêtes menées jusqu'ici, notamment en Europe, n'ont pas abouti.* »

Ce sujet sensible fait également la « Une » du [Contrarien.org](#). « *Toutes ces manipulations ont été orchestrées collectivement, avec la complicité des autorités de tutelle de tous les pays concernés, des États, des gouvernements, des politiciens, des banques centrales, bref, de tout le gratin économique de*

*la planète finance* », évoque Charles Sannat. Une tribune à ne pas manquer cette semaine !

### **Sortie de l'euro, monnaie dévaluée... c'est la crise !**

Sortir de l'euro ? Cette idée fait l'objet d'un débat sur [LesEchos.fr, dans un article du 25 février](#). « *Pour la quasi-totalité des économistes, la monnaie unique européenne est un échec. Reste qu'en sortir coûterait des milliards* », avancent d'emblée Paul-Adrien Hyppolite et David Amiel, tous deux élèves à l'école normale supérieure. Pour les deux spécialistes, sortir de l'euro sans quitter l'Union européenne représenterait un coût financier très important pour la France. « *Des entreprises aussi cruciales que la SNCF, Carrefour ou Orange seraient très fortement atteintes. Qui pourrait croire que cela ne s'accompagnerait pas d'une crise économique et financière profonde ?* », se demandent les auteurs.

En attendant, l'Euro npe sort un nouveau billet de 20 euros pour lutter contre les contrefaçons. Après les mises en circulation des nouveaux billets de 5 et 10 euros, il s'agit d'une nouvelle coupure moins falsifiable. « *Les billets existants seront encore valables aussi longtemps qu'ils resteront en circulation* », souligne [RTFB.be dans un article du 24 février](#).

En Ukraine et en Azerbaïdjan, c'est la dévaluation de la monnaie qui préoccupe les particuliers. [Dans un article du 25 février, 24heures.ch](#) raconte le quotidien des Ukrainiens face à la très forte dévaluation de la hryvnia, la monnaie nationale. Et cite par exemple un entrepreneur ukrainien : « *Le fait est que personne ne fait confiance au système bancaire ici. On se rappelle de la crise de 2008, quand il était devenu impossible de disposer de nos épargnes déposées en banque.* » Les particuliers cherchent à échanger leurs liquidités à tout prix contre des monnaies plus sûres, et font des réserves en prévision de la hausse des prix des produits du quotidien.

En Azerbaïdjan, la banque centrale a décidé de dévaluer sa monnaie locale. « *Cette ex-république soviétique du Caucase, riche en hydrocarbures, subit de plein fouet la chute des cours du pétrole et la crise en Russie* », relève [LeFigaro.fr dans un article du 21 février](#). Et les résultats sur l'économie azerbaïdjanaise et sur le quotidien des particuliers ne devraient pas tarder à se faire sentir...

### **Quand la mauvaise gestion des mines continue de faire des victimes**

En Afrique du Sud, c'est le dernier accident survenu dans une mine d'or le week-end dernier qui remet la sécurité à l'ordre du jour. 500 mineurs ont été coincés dans les profondeurs d'une mine à 70 km de Johannesburg après un incendie. Et si tous sont sortis indemnes, cela « *relance le débat sur la sécurité dans les mines* », évoque [Rfi.fr dans un article du 23 février](#).

Selon le site d'information, les syndicats ont fait part de leurs inquiétudes quant aux mesures mises en place. « *Certes, le nombre d'accidents dans les mines est en baisse chaque année, mais le taux de mortalité reste toutefois élevé, avec 86 mineurs décédés en 2014, auxquels s'ajoutent sept autres mineurs décédés depuis le début de cette année* », rappelle Rfi.fr.

Au Mali, c'est l'orpaillage et ses dérives sur la population locale qui est de nouveau évoqué. Dans un [article du 24 février, Maliweb.net](#) se penche sur le devenir des populations – et notamment des enfants – dans l'univers des mines clandestines. « *L'exploitation artisanale de l'or devient aujourd'hui une source de malheur pour les enfants riverains du fleuve Niger. Depuis quelques années, des milliers d'adolescents abandonnent les bancs pour travailler dans les mines* », regrette le site d'information.

Des témoignages qui montrent une nouvelle fois qu'[en termes d'extraction propre, il y a les bons et les mauvais élèves](#) !

## [L'exceptionnalisme socialiste](#)

**SHTF**

[Mac Slavo](#)  
[ShtfPlan](#)

Publié le 02 mars 2015

L'ancienne Première ministre britannique, Margaret Thatcher, a un jour dit que le problème du socialisme est qu'on finit toujours par dépenser tout l'argent des autres. A l'heure actuelle, la dette des Etats-Unis est de 18 trillions de dollars, et leur passif non capitalisé à long terme s'élèverait selon les estimations à plus de 200 trillions de dollars. Et malgré cette dette insoutenable, les Américains sont convaincus que la fête puisse encore continuer pour les décennies à venir. Si leur pays faisait face à une crise financière ou économique, alors leur gouvernement bienfaisant prendrait des mesures pour les sauver – comme il l'a fait en 2008.

Ce que beaucoup ne réalisent pas, comme l'a souligné le micro-documentaire de [Future Money Trends](#), c'est que c'est le gouvernement entre les mains

duquel ils ont placé leur vie et celles de leurs enfants qui est responsable du désastre qui s'est produit.

Les Américains souffrent dans une grande majorité du syndrome de Stockholm, un terme médical utilisé pour décrire les victimes qui s'identifient à leur(s) assaillant(s), et perçoivent parfois des abus comme des actes de générosité. Prenons par exemple les Américains qui ont vu leur prêt immobilier refinancé en 2009. Le gouvernement est au cœur de la crise du marché immobilier. Ceux-là même qui se sont tournés vers le gouvernement pour qu'il leur vienne en aide et l'ont remercié de les avoir aidés manquent de réaliser que c'est ce même gouvernement qui est responsable de leur mauvaise situation.

La réalité, c'est que tout le monde sait qui est l'ennemi. La société américaine est corrompue, les enfants vont à l'école pour apprendre à travailler à la chaîne et dans des box pour les oligarques au pouvoir.

Mais l'heure de vérité arrive, parce que le socialisme et le corporatisme financés par la dette ne fonctionnent plus. Il est temps pour les penseurs de sortir du système.

***Regardez : L'exceptionnalisme socialiste***



Comme nous l'a dit Margaret Thatcher, il n'y aura un jour plus d'argent, et la conséquence en sera un effondrement global qui prendra de telles proportions que nous en entendrons parler pour les siècles à venir.

Il est temps de vous protéger du gouvernement.

## **ÉCONOMIE MONDIALE DEBOUSSOLÉE**

Posted by Laurent Artur du Plessis, Juillet 2014

## **Brûlot de la Banque des Règlements Internationaux**

Les grands médias n'évoquent que très discrètement la publication du 84<sup>e</sup> rapport annuel de la Banque des règlements internationaux (BRI) le 29 juin dernier. Pour cause : le caractère très inquiétant de ce rapport sur la situation économique mondiale en 2013-2014 tranche avec le ronron habituel des organisations économiques et financières internationales. La BRI n'est pas n'importe laquelle d'entre elles : née en 1930, basée à Bâle (Suisse) est la plus ancienne organisation financière internationale au monde. Elle encourage la coopération monétaire et financière internationale et elle est une banque centrale pour les banques centrales.

Ce 84<sup>e</sup> rapport est un brûlot. La BRI constate que l'économie mondiale a montré en 2013 des signes « *encourageants* ». Mais, loin d'être solide, ce redressement est une « *précieuse opportunité qu'il ne faut pas manquer* ». La BRI avoue que « *l'économie mondiale peine à sortir de l'ombre projetée par la grande crise financière* » de 2007-2009 : l'investissement reste déprimé ; la dette, publique et privée, continue d'augmenter ; la croissance de la productivité poursuit sa baisse tendancielle à long terme.

### **Les planches à billets sur la sellette**

La BRI constate la « *sensibilité extrême* » des marchés financiers à la politique monétaire, tant effective qu'anticipée. L'année écoulée, dit le rapport, laisse une « *impression déconcertante de découplage entre le dynamisme des marchés et l'évolution sous-jacente de l'économie mondiale* ». La BRI illustre son propos avec l'évolution de l'indice Standard & Poor's 500 aux États-Unis, qui a gagné près de 20% de mai 2013 à mai 2014, alors que les bénéfices anticipés des sociétés ont, eux, crû de moins de 8% dans le même temps. La politique monétaire est « *trop sollicitée depuis trop longtemps* », s'alarme la BRI. En clair, ça veut dire que les masses sans précédent de liquidités déversées par la Fed (la banque centrale américaine), n'ont que très peu relancé l'économie réelle aux États-Unis. La banque centrale japonaise a fait de même sans pouvoir vaincre l'atonie de l'économie japonaise depuis plus de 20 ans. La banque centrale chinoise verse dans les mêmes excès, sans empêcher la croissance de son PIB de ralentir ces derniers temps. La Banque centrale européenne s'engage, quoique plus modérément, sur la même voie.

### **Surendettement généralisé**

La BRI avertit que le surendettement ne concerne pas seulement les économies touchées par la crise financière de 2007 à 2009 mais aussi celles qui lui avaient échappé. Dans le chapitre du rapport consacré à la dette et au cycle financier, la BRI évalue le risque de crise financière au moyen d'une série d'indicateurs avancés : ratio crédit/PIB (déviations du ratio crédit/PIB par rapport à sa tendance à long terme), écarts des prix de l'immobilier, aussi par rapport à leur moyenne de long terme. Il s'agit de voir dans quelle mesure les ménages et les entreprises doivent réduire leur endettement par rapport au PIB pour éviter des catastrophes. « *Dans de nombreuses économies émergentes ainsi qu'en Suisse, l'écart du ratio crédit/PIB se situe largement au-dessus du seuil annonçant d'éventuels problèmes* », dit la BRI.

### **La BRI préconise une « nouvelle boussole »**

La BRI exhorte les pouvoirs publics à utiliser une « *nouvelle boussole* » pour sortir définitivement l'économie mondiale de la grande crise financière de 2008. Elle conseille de moins miser sur la stimulation traditionnelle de la demande globale et plus sur l'assainissement des bilans et les réformes structurelles. Elle exhorte les gouvernants à s'attaquer de front aux carences structurelles et à la mauvaise affectation des ressources.

### **Pertinence de l'École autrichienne**

Par ce rapport, la BRI se met sur la voie des théories économiques de l'École autrichienne (nommée ainsi à cause de la nationalité de son fondateur, Carl Menger, 1840-1921) : elles s'opposent au keynésianisme débridé et au monétarisme qui en est un avatar. Parmi ses grands penseurs de cette école, Ludwig von Mises (1881-1973), auteur de la « *Théorie de la monnaie et du crédit* » (1912) et Friedrich Hayek (1889-1992), né sous le nom de Friedrich von Hayek, auteur de « *La route de la servitude* » (1944) et prix Nobel d'économie 1974. Tous deux étaient d'origine autrichienne et acquirent la nationalité américaine. En France, les économistes Jacques Garello, Pascal Salin, Henri Lepage, Gérard Bramoullé, Jean-Louis Caccamo, appartiennent à cette école de pensée économique.

### **États faux-monnayeurs et « malinvestissement »**

L'École autrichienne estime que les prix doivent résulter du libre jeu du marché, faute de quoi ils ne peuvent fournir aux acteurs économiques – consommateurs, investisseurs – les informations nécessaires pour guider



leurs choix. La doctrine de l'École autrichienne, qui fait confiance aux capacités d'adaptation des individus, est aux antipodes de celle des banques centrales, des gouvernements et les organismes internationaux, centrée sur les équilibres économiques qu'ils prétendent régir d'en haut. En fait, ils créent des déséquilibres. C'est pourquoi le revirement doctrinal de la BRI est stupéfiant.

L'École autrichienne accorde une importance primordiale au bon usage de la monnaie et du crédit. Elle critique leur manipulation par les États, qui fausse l'activité économique. Les banques centrales maintiennent des taux d'intérêt artificiellement bas, fabriquent de la monnaie en quantité trop abondante et engendrent des booms artificiels, des bulles spéculatives. Et du « *malinvestissement* » : l'argent se fourvoie dans des investissements inutiles, improductifs, qui ne correspondent pas à une demande véritable.

### **Bulles spéculatives et catastrophe finale**

Ludwig von Mises avait analysé les dangers de la politique monétaire laxiste : « *Le mouvement de vagues affectant le système économique, la récurrence de périodes de boom suivis par des périodes de dépression-récession, est le résultat inévitable des tentatives, répétées encore et encore, de baisser les taux d'intérêts au moyen d'une expansion du crédit. Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'une expansion provoquée par une expansion du crédit. L'alternative est seulement de savoir si la crise doit venir plus tôt, après un abandon volontaire de l'expansion du crédit, ou plus tard avec une catastrophe finale et totale du système monétaire impliqué.* »

Les États doivent renoncer à manipuler les taux d'intérêt, donc la monnaie, et laisser le marché les fixer librement. En créant des quantités pharamineuses de monnaie déconnectée de l'économie réelle, ils se comportent comme des faux-monnayeurs. Ils provoquent des booms artificiels suivis d'effondrements.

Il faut les en empêcher. Pour cela, certains économistes de l'École autrichienne recommandent d'arrimer les monnaies à un étalon-or. D'autres adeptes de cette école de pensée économique préconisent un système de banques libres, concurrentes entre elles pour l'émission et la circulation de monnaie, sans recours à une banque centrale : cette institution serait purement et simplement supprimée. Ces banques, subissant la pression de leurs clients et de leurs concurrentes, seraient obligées de maintenir un taux de réserve (taux de capitaux détenus par rapports aux montants des prêts)



élevé qui les garantirait contre le risque.

### **Folie de l'État providence**

La création monétaire débridée, déconnectée de celle de richesses réelles, a permis l'essor pharamineux des États providence au XXe siècle. L'illusion que les richesses sont infinies dominait alors la psychologie collective.

Ludwig von Mises dénonçait cette perte du sens des réalités : « *Les fables de Père Noël de l'école du Welfare, sont caractérisées par leur incompréhension totale des problèmes du capital. C'est précisément ce fait qui rend indispensable de refuser l'appellation de welfare economic, d'économies de sécurité, dont ses partisans prétendent décorer leurs théories.* »

Von Mises ne mâchait pas ses mots : « *Quelqu'un qui ne prend pas en considération le fait que les capitaux matériels disponibles (les richesses réelles) existent en quantité limitée, n'est pas un économiste, mais un fabuliste. Il ne travaille pas dans le réel, mais dans un monde mythique de surabondance. Toutes les générosités verbales de cette école contemporaine de la sécurité sociale reposent, comme celle des écrivains socialistes, sur l'hypothèse implicite d'une abondance de capitaux matériels (économie réelle). Cela supposé, il est évidemment facile de trouver un remède à tous les maux, de donner à chacun « selon ses besoins », et de rendre tout le monde parfaitement heureux.* »

### **Répercussions géopolitiques de la crise économique**

Les alarmes de la BRI sont bien tardives. C'est il y a 30 ans qu'il aurait fallu corriger les politiques monétaires laxistes, de surendettement, le « *malinvestissement* ». Le point de non-retour a été largement dépassé. La récente décélération du « *quantitative easing* » de la Fed (passé de 85 milliards de dollars/an à 65 milliards) crée d'énormes remous : des capitaux ont déserté en masse les pays « émergents », dont la croissance ralentit. L'économie réelle américaine est anémique. Les bulles spéculatives se sont reconstituées (Bourses, immobilier...). Elles éclateront. La mondialisation a supprimé les cloisons étanches qui auraient pu ralentir la propagation des ondes de choc. Cette fois-ci, les États ne pourront pas éteindre l'incendie. Les répercussions géopolitiques seront terribles : flambée des fanatismes, prolifération des guerres...

# La Norvège prépare l'après-pétrole

LE MONDE ECONOMIE | 28.02.2015 | Par Marie Charrel

C'est la fin d'un âge d'or. Quatorzième producteur mondial de pétrole, la Norvège est, elle aussi, affectée par la chute des cours du brut observée depuis l'été dernier. En 2014, les recettes publiques liées au secteur pétrolier sont ainsi tombées à 297 milliards de couronnes norvégiennes (34,6 milliards d'euros), contre 347 milliards de couronnes (40,5 milliards d'euros) un an plus tôt, d'après les chiffres officiels publiés jeudi 26 février.

Un défi majeur pour ce pays de 5 millions d'habitants qui, grâce à l'exploitation des hydrocarbures de la mer du Nord, est devenu l'un des plus riches au monde en moins de quarante ans. *« Nous savons depuis longtemps qu'un jour ou l'autre, les investissements dans le secteur du gaz et du pétrole atteindraient un pic. Ce moment est arrivé, explique Siv Jensen, ministre des finances norvégienne, de passage à Paris. Cette industrie restera une source majeure de revenus et d'investissements pendant des décennies encore. La grande différence est qu'elle ne sera plus le moteur de notre économie au même titre qu'autrefois. »*

A première vue, le pays des fjords n'a pas trop de soucis à se faire. Petit frère pauvre de la Suède jusqu'en 1969, date de la découverte des premiers gisements, le pays a depuis vécu un incroyable boom. Le produit intérieur brut par habitant (en parité de pouvoir d'achat), proche de celui des Grecs en 1971,...

[Article incomplet]

L'accès à la totalité de l'article est protégé Déjà abonné ? Identifiez-vous

	<p><b>La Norvège prépare l'après-pétrole</b></p> <p>Il vous reste 72% de l'article à lire</p>	<p><b>Achetez cet article 2 €</b></p> <p><b>Abonnez-vous à partir de 1 €</b></p> <p>› Découvrez l'édition abonnés</p>
---	---	---